

<https://acdn.net/spip/spip.php?article1196>



Tribune du Monde

Un référendum pour abolir les armes nucléaires et radioactives

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : vendredi 14 février 2020

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Alors que le président français Emmanuel Macron a précisé le 7 février sa vision de la dissuasion, cinq parlementaires et le président de l'association Action des citoyens pour le désarmement nucléaire (ACDN) appellent dans une tribune au « Monde » à consulter directement les Français. Par ailleurs, une proposition de loi a été signée par 42 parlementaires de toutes tendances politiques.

Source : [Le Monde](#)

[https://acdn.net/spip/local/cache-vignettes/L400xH332/tribune_du_monde-5a91d.jpg]

Il y a 60 ans, avec l'essai « Gerboise bleue », la France accédait au statut de puissance nucléaire. Aujourd'hui, 14 000 bombes atomiques pourraient anéantir plusieurs fois l'humanité. Avec ses quelque 300 bombes, la France pourrait faire à elle seule un milliard de morts. Cette capacité létale ne lui suffit pas : elle a prévu de consacrer d'ici 2025 37 milliards d'euros supplémentaires - 14,5 millions d'euros par jour - à moderniser ses armes. Le Président de la République vient de le confirmer dans son discours à l'École de guerre.

A cet égard, rien ne bouge. Alors que, selon le *Bulletin des Savants Atomistes*, nous sommes à 100 secondes de l'Apocalypse, il est urgent de changer de politique.

Cette politique repose sur la croyance, toujours réaffirmée, en la dissuasion nucléaire. Or, celle-ci est un tissu de contradictions. On ne peut en effet défendre les valeurs de la République Française dont la fraternité, ni les droits de l'Homme, en menaçant de massacrer des peuples. On ne peut employer, pour défendre ses « *intérêts vitaux* », l'arme atomique contre un pays qui en aurait aussi et ne manquerait pas de répliquer : autant se suicider.

La dissuasion ou l'abolition ?

On ne peut pas non plus prétendre garantir sa sécurité par ces armes, mais les interdire aux autres pays. On ne peut leur interdire les armes de destruction massive biologiques et chimiques, mais se les autoriser si elles sont atomiques, et même s'autoriser leur emploi en premier ! On ne peut encourager ainsi leur prolifération, tout en prétendant la combattre. On ne peut les dire « *seulement dissuasives, donc de non-emploi* », puisque pour être dissuasif, il faut évidemment être prêt à s'en servir.

On ne peut sacrifier les dépenses écologiques, sociales, éducatives, de santé, etc. au profit d'engins qui ne nous protègent ni des terroristes ni des autres États nucléaires, mais préparent l'apocalypse. À quoi bon, enfin, lutter contre le péril climatique, si c'est pour détruire la planète et la rendre invivable par l'atome ?

La menace nucléaire est absurde et criminelle. D'après la résolution de l'ONU du 24 novembre 1961, « *tout État qui emploie des armes nucléaires et thermonucléaires doit être considéré comme violant la Charte des Nations Unies, agissant au mépris des lois de l'Humanité et commettant un crime contre l'Humanité et la civilisation* ». Et selon la Cour Internationale de Justice, « *il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace* » (Avis du 8 juillet 1996).

Un référendum pour abolir les armes nucléaires et radioactives

Cette obligation inscrite à l'article 6 du Traité de Non-Prolifération est restée lettre morte depuis 1970. C'est ce qui a conduit 122 États non dotés à voter en juillet 2017 un Traité interdisant les armes nucléaires. Mais les États dotés, France en tête, l'ont boycotté, rejeté, et continuent d'armer.

Pour un référendum d'initiative partagée

Jamais consulté, le peuple français finance cette politique, alors que selon un sondage IFOP-ACDN de mai 2018, [85% des Français répondent OUI à la question](#) : « Approuvez-vous que la France participe à l'abolition des armes nucléaires et radioactives et engage avec l'ensemble des États concernés des négociations visant à établir, ratifier et appliquer un traité d'interdiction et d'élimination complète des armes nucléaires et radioactives, sous un contrôle mutuel et international strict et efficace ? »

Plus de quarante députés et sénateurs appartenant à une douzaine de groupes parlementaires différents ont signé, à l'invitation de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire, une Proposition de Loi visant à organiser un référendum d'initiative partagée sur cette question précise. (Proposition de Loi et liste des signataires : Voir ci-dessous) **(2)**

Avec eux, nous appelons parlementaires et citoyens à soutenir résolument cette initiative. La France doit suspendre sa course aux armements et négocier avec tous les États concernés, dotés et non dotés d'armes nucléaires ou radioactives, et Parties ou non au TNP, un traité d'abolition incluant à la fois l'interdiction universelle et définitive de ces armes et leur élimination totale, négociée, progressive, méthodique et dûment contrôlée. Elle ne fera ainsi rien d'autre que respecter sa signature apportée au TNP en 1992, ses valeurs, et le droit international.

Le peuple français peut et doit ouvrir la voie à un monde libéré de toutes les formes d'extermination, un monde de coopération, de paix et d'espérance. C'est possible, nécessaire, urgent. Agissons tous ensemble maintenant !

Cette tribune a le soutien de : ACDN, 31 Rue du Cormier, 17100 Saintes. contact@acdn.net <https://www.acdn.net>

(1) Sophie Auconie, députée (UDI) d'Indre-et-Loire ; **Jean-Michel Clément**, député (Libertés et Territoires) de la Vienne ; **Joël Labbé**, sénateur (Rassemblement Démocratique et Social Européen) du Morbihan ; **Jean-Paul Lecoq**, député (Groupe Communiste et Républicain) de la Seine-Maritime ; **Jean-Marie Matagne**, président de l'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) ; **Christine Pirès Beaune**, députée (Socialistes et Apparentés) du Puy-de-Dôme

(2) Groupes de rattachement des premiers signataires, à l'Assemblée : UDI, Agir et Indépendants ; Libertés et Territoires ; Mouvement Démocrate et apparentés ; Gauche Démocrate et Républicaine ; La République En Marche ; Les Républicains ; Socialistes et apparentés ; La France Insoumise ; **et au Sénat** : Groupe Communiste Républicain Citoyen et Ecologiste ; Groupe socialiste et républicain ; Rassemblement Démocratique et Social Européen ; Non-inscrits.

Signataires au 15 avril 2020 :

Sophie Auconie, Députée (UDI) d'Indre et Loire ; **Jean-Félix Acquaviva**, Député (L&T) de la Haute-Corse ; **Esther Benbassa**, Sénatrice (GCRCE) de Paris ; **Justine Benin**, Députée (MD) de la Guadeloupe ; **Eric Bocquet**, Sénateur (GCRCE) du Nord ; **Moetai Brotherson**, Député (GDR) de la Polynésie française ; **Alain Bruneel**, Député

Un référendum pour abolir les armes nucléaires et radioactives

(GDR) du Nord ; **Marie-George Buffet**, Députée (GDR) de la Seine-Saint-Denis ; **André Chassaigne**, Député (GDR) du Puy-de-Dôme ; **Jean-Michel Clément**, Député (L&T) de la Vienne ; **Laurence Cohen**, Sénatrice (GCRCE) du Val-de-Marne ; **Yves Daniel**, Député (LREM) de la Loire-Atlantique ; **Pierre Dharréville**, Député (GDR) des Bouches du Rhône ; **Olivier Falorni**, Député (L&T) de la Charente Maritime ; **Michelle Gréaume**, Sénatrice (GCRCE) du Nord ; **Nadine Grelet-Certenais**, Sénatrice (GSR) de la Sarthe ; **Sébastien Jumel**, Député (GDR) de la Seine-Maritime ; **Mansour Kamardine**, Député (LR) de Mayotte ; **Claudine Kauffmann**, Sénatrice (N-I) du Var ; **Jacques Krabal**, Député (LREM) de l'Aisne ; **Joël Labbé**, Sénateur (RDSE) du Morbihan ; **Bernard Lalande**, Sénateur (GSR) de la Charente Maritime ; **Jérôme Lambert**, Député (S&A) de la Charente ; **François Michel Lambert**, Député (L&T) des Bouches-du-Rhône ; **Jean-Paul Lecoq**, Député (GDR) de la Seine-Maritime ; **Paul Molac**, Député (L&T) du Morbihan ; **Jean-Philippe Nilor**, Député (GDR) de la Martinique ; **Pierre Ouzoulias**, Sénateur (GRCE) des Hauts-de-Seine ; **Bertrand Pancher**, Député (L&T) de la Meuse ; **Hervé Pellois**, Député (LREM) du Morbihan ; **Christine Pirès Beaune**, Députée (S1A) du Puy-de-Dôme ; **Loïc Prud'homme**, Député (LFI) de la Gironde ; **Christine Prunaud**, Sénatrice (GCRCE) des Côtes d'Armor ; **Muriel Ressiguiet**, Députée (LFI) de l'Hérault ; **Fabien Roussel**, Député (GDR) du Nord ; **Sabine Rubin**, Députée (LFI) de la Seine-Saint-Denis ; **Maina Sage**, Députée (UDI) de la Polynésie Française ; **Gabriel Serville**, Député (GDR) de la Guyane ; **Bénédicte Taurine**, Députée (LFI) de l'Ariège ; **Jean-Claude Tissot**, Sénateur (GSR) de la Loire ; **Michèle Victory**, Députée (S&A) de l'Ardèche ; **Hubert Wulfranc**, Député (GDR) de la Seine Maritime.

Signataires au 23 novembre 2020 :

[\[PDF - 149.2 ko\]](https://acdn.net/spip/IMG/pdf/signataires_au_23_novembre_2020.pdf "PDF - 149.2 ko")

LES DOCUMENTS DE CAMPAGNE

à reproduire ou à demander à contact@acdn.net

La Proposition de Loi Référendaire :

[\[PDF - 182 ko\]](https://acdn.net/spip/IMG/pdf/proposition_de_loi_pour_un_referendum_sur_l_abolition_des_armes_nucleaires_et_radioactives-9.pdf "PDF - 182 ko")

Le formulaire de soutien parlementaire :

[\[PDF - 131.2 ko\]](https://acdn.net/spip/IMG/pdf/pour_signature_formulaire_ppl_referendum_abolition_des_a.n.r-2.pdf "PDF - 131.2 ko")

A VOUS D'AGIR !

Rejoignez le collectif pour l'abolition des armes nucléaires et radioactives en signant l'Appel à référendum :

[\[PDF - 474.8 ko\]](https://acdn.net/spip/IMG/pdf/appel_a_referendum_abolition_2.pdf "PDF - 474.8 ko")

A remplir et renvoyer par Internet ou par la poste

Participez à la campagne nationale pour un référendum et signalez-nous les démarches que vous faites :

[-] auprès de député(e)s, sénatrices et sénateurs, pour les inviter à signer la Proposition de Loi,

Un référendum pour abolir les armes nucléaires et radioactives

[-] auprès de journalistes de la presse et des médias pour les inciter à diffuser l'information,

[-] auprès d'autres élus (maires, conseillers départementaux, responsables associatifs et syndicaux...) ou de personnalités en tous domaines (musique, littérature, sport, sciences...), pour les inciter à soutenir, rejoindre et populariser la campagne,

en écrivant à contact@acdn.net

Soutien financier : via [HelloAsso](#) ou par versement bancaire à ACDN.

[\[Word - 406.7 ko\]](https://acdn.net/spip/IMG/docx/rib_acdn.docx "Word - 406.7 ko")

RIB ACDN

Un monde sans armes nucléaires et radioactives est possible ! Cela dépend des peuples, et notamment du nôtre. Cela dépend de VOUS !

Post-scriptum :

[Proposition de Loi référendaire](#)

[Sondage IFOP-ACDN](#)